



L'ensemble des tarifs réglementés de gaz naturel vont disparaître d'ici le 1er juillet 2023

L'essentiel

Les tarifs réglementés de gaz ont déjà été supprimés pour les clients non résidentiels consommant plus de 30 000 kWh de gaz naturel par an (150 000 kWh pour les copropriétés).

Pour les clients non résidentiels consommant moins de 30 000 kWh de gaz naturel par an, les tarifs réglementés disparaîtront le 1er décembre 2020.

Pour les clients résidentiels (et les copropriétés consommant moins de 150 000 kWh), les tarifs réglementés de gaz naturel disparaîtront le 1er juillet 2023.

Les tarifs réglementés de vente d'énergie sont fixés par les pouvoirs publics.

Le tarif réglementé de gaz naturel est proposé uniquement par le fournisseur historique de gaz naturel ENGIE ou, sur 5% du territoire, par une [entreprise locale de distribution](#).

A la différence des tarifs réglementés, les offres de marché sont proposées par l'ensemble des fournisseurs. Leur prix n'est pas déterminé par les pouvoirs publics mais est défini par contrat, par les fournisseurs.

Qui est concerné par la suppression des tarifs réglementés ?

Les tarifs réglementés de vente du gaz naturel ont déjà été supprimés pour les clients non résidentiels consommant plus de 30 000 kWh de gaz naturel par an. Le seuil était porté à 150 000 kWh pour les immeubles à usage d'habitation (copropriétés).

Cette disparition a eu lieu en 3 étapes :

- ✓ le 18 juin 2014 pour les sites directement raccordés au réseau de transport,
- ✓ le 31 décembre 2014 pour les sites dont la consommation est supérieure à 200 MWh par an,
- ✓ le 31 décembre 2015 pour les sites dont la consommation est supérieure à 30 000 kWh par an (pour les

immeubles à usage d'habitation, le seuil est porté à 150 000 kWh).

Pour les clients non résidentiels (professionnels, associations, copropriétés...) consommant moins de 30 000 kWh, ils disparaîtront le 1^{er} décembre 2020.

Pour les clients résidentiels (et les copropriétés consommant moins de 150 000 kWh), les tarifs réglementés de gaz naturel disparaîtront le 1^{er} juillet 2023.

Quoi qu'il en soit, pour tous les consommateurs, il n'est désormais plus possible de souscrire un contrat de gaz naturel au tarif réglementé (tarif en extinction).

> Pour en savoir plus, je consulte l'actualité : [Suppression des tarifs réglementés de vente de gaz naturel](#)

Pour l'instant, je peux conserver mon contrat au tarif réglementé ou souscrire une offre de marché. Il m'est conseillé d'anticiper cette suppression en souscrivant dès maintenant une offre de marché après avoir comparé les offres.

Quoi qu'il en soit, si je souhaite souscrire un contrat de fourniture de gaz naturel, je dois me poser les questions suivantes.

Quels fournisseurs proposent des offres ?

Pour connaître les fournisseurs proposant des offres, je peux consulter [la liste des fournisseurs par code postal](#) sur <https://liste.energie-info.fr>

Je contacte les différents fournisseurs pour obtenir des offres et les comparer entre elles.

Lorsque ma consommation dépasse un certain plafond ou si je dispose de plusieurs sites, les fournisseurs peuvent me proposer des offres sur mesure.

Je peux également consulter le comparateur d'offres du médiateur : <https://comparateur.energie-info.fr>

Quelles informations communiquer aux fournisseurs pour obtenir une offre ? Où les obtenir ?

Afin d'obtenir des offres adaptées à mes besoins, je communique aux fournisseurs les informations nécessaires pour mon ou mes sites de consommation.

Ces éléments sont présents sur mes **factures** :

- ✓ Identifiant du site : Point de comptage et Estimation (PCE),
- ✓ Consommation Annuelle de Référence (CAR),
- ✓ Profil,
- ✓ Historiques de consommation.

Si je ne dispose pas de l'ensemble des éléments nécessaires, je peux les obtenir gratuitement :

- ✓ Auprès de mon fournisseur actuel,
- ✓ Auprès du gestionnaire de réseau (GRD) :

- Soit directement : je trouve ses coordonnées sur son site Internet, auprès de mon fournisseur historique ou sur la [liste des fournisseurs par code postal](#) (bas de page).
- Soit par l'intermédiaire d'un autre fournisseur que j'autorise à récupérer ces informations. Pour cela, il suffit que je lui donne une autorisation expresse (un e-mail suffit) pour récupérer ces informations auprès du GRD.

Comment comparer les offres ?

Pour comparer les offres, j'utilise le comparateur d'offres du médiateur national de l'énergie : <https://comparateur.energie-info.fr>

Il est nécessaire de faire attention aux éléments suivants :

- ✓ vérifier si l'offre inclut ou non l'acheminement,
- ✓ comparer les prix sur une même base (soit hors toutes taxes, soit hors TVA, soit TTC),
- ✓ tenir compte de l'évolution des prix : prix fixe ou variable, choix des variables d'indexation...
- ✓ considérer la période d'engagement et les pénalités en cas de résiliation anticipée,
- ✓ prendre en compte les modes de paiement et les modalités de facturation,
- ✓ analyser les services proposés : interlocuteur dédié, modalités de contact, gestion pour les contrats multi-sites, services d'efficacité énergétique, offres vertes ou « compensées carbone »...

> Pour en savoir, je consulte la fiche : [Comment comparer les offres d'électricité et de gaz naturel ?](#)

Dois-je résilier mon contrat actuel pour souscrire une offre de marché ?

NON, si j'ai toujours un contrat au tarif réglementé.

Lors de la souscription d'un contrat en offre de marché, le contrat au tarif réglementé est résilié automatiquement. Il n'y a pas de démarche à effectuer et le contrat en cours ne doit pas être résilié auprès du fournisseur actuel. Le nouveau fournisseur se charge de toutes les démarches et demande au gestionnaire de réseau de procéder au changement de fournisseur.

Au contraire, si je résilie le contrat au tarif réglementé en cours, la prestation de changement de fournisseur « classique » gratuite ne pourra plus s'appliquer : je devrai demander une mise en service payante.

ATTENTION : si j'ai souscrit une offre de marché et que je souhaite changer, il est nécessaire de résilier le contrat en cours. Je vérifie ce qui est indiqué dans le contrat concernant le préavis et les frais en cas de résiliation anticipée.

Y-a-t-il des frais ou un préavis lors du changement de contrat ?

NON, ni frais, ni préavis si j'ai toujours un contrat au tarif réglementé.

Absence de frais : aucuns frais, indemnité ou pénalité ne peuvent être appliqués lorsqu'on quitte un contrat au tarif réglementé, quelles que soient les conditions générales et particulières de vente souscrites ([code de l'énergie : article L.441-4](#)).

En revanche, si au moment du changement de contrat, je souhaite modifier la fréquence de relève par exemple, des frais peuvent être facturés par le gestionnaire de réseau (ces frais sont prévus dans son catalogue de prestations).

Absence de préavis : il n'y a pas de préavis de résiliation à respecter, même si des informations contraires sont indiquées dans les conditions générales et particulières de vente ou sur les factures. Il n'est pas non plus nécessaire d'attendre la date anniversaire ou la date d'échéance du contrat.

Il existe uniquement des délais techniques liés à la procédure de changement de fournisseur effectuée par le gestionnaire de réseau. Actuellement, pour le gaz naturel, le délai technique minimum est de 4 jours.

ATTENTION : si j'ai souscrit une offre de marché et que je souhaite changer, il peut y avoir un préavis et des frais. Je vérifie ce qui est indiqué dans le contrat

Les tarifs réglementés vont-ils tous être supprimés ?

Concernant le gaz naturel, OUI.

Le **Conseil d'Etat a jugé le 19 juillet 2017** que les tarifs réglementés de vente du gaz naturel étaient contraires au droit européen. La loi Energie Climat acte la disparition de l'ensemble des tarifs réglementés gaz d'ici 1^{er} juillet 2023.

> Pour en savoir plus, je consulte l'actualité : *Suppression des tarifs réglementés de vente de gaz naturel*

> Pour en savoir plus, je consulte le site du Ministère de la Transition écologique : *La fin des tarifs réglementés de vente de gaz*

Concernant l'électricité, NON.

Les tarifs réglementés pour les puissances supérieures à 36 kVA ont été supprimés le 1^{er} janvier 2016. Une **décision du Conseil d'Etat du 18 mai 2018** a indiqué que les tarifs réglementés d'électricité poursuivent un objectif d'intérêt général. Pour les consommateurs domestiques, les tarifs réglementés d'électricité sont donc maintenus pour les puissances inférieures à 36 kVA et, hors métropole, dans les zones non inter-connectées (Corse et Outre mer).

Pour en savoir plus je peux consulter :

> **Le guide édité par la CRE et le médiateur national de l'énergie** ainsi que **la vidéo réalisée par la CRE et la page dédiée sur le site de la CRE.**



Pour tout savoir sur vos démarches et vos droits :

Consultez le site internet www.energie-info.fr ou contactez-le **0 800 112 212** Service & appel gratuits